

**Granby, le 27 février
Communiqué**

**BUDGETS FÉDÉRAL ET PROVINCIAL
Le GASP fait connaître ses attentes**

À l'approche du dévoilement des budgets gouvernementaux, le Groupe actions solutions pauvreté (GASP) fait connaître ses attentes à l'égard des gens vivant en situation de pauvreté. Autant au fédéral qu'au provincial, le GASP souhaite que le revenu des moins nantis soit augmenté de manière substantielle. Il demande que des sommes soient prévues pour lutter contre les évasions fiscales afin de renflouer les coffres sans affecter ceux qui sont le plus dans le besoin.

Au palier provincial, le GASP entretient de sérieuses attentes après deux années d'austérité qui ont mis à mal nombreux services d'aide aux plus démunis. La protectrice du citoyen a d'ailleurs émis de vives critiques quant aux retombées néfastes de la rigueur budgétaire sur les gens vulnérables. Le GASP désire que soient rétablies et bonifiées les enveloppes des Ministères de la Santé et de l'Éducation.

Le groupe attend impatiemment le 3^e plan de lutte contre la pauvreté et souhaite que des enveloppes récurrentes y soient attachées. « *Le dernier plan d'action a permis de soulager beaucoup de personnes en Haute-Yamaska mais les projets sont tombés après seulement un an et demi. Le gouvernement ne pourra pas intervenir efficacement avec des plans ponctuels qui se succèdent* », se désole Nicolas Luppens, coordonnateur du GASP.

Le GASP exorde le gouvernement Couillard de restituer l'enveloppe dédiée à la construction de logements sociaux, coupée de moitié depuis deux ans. « *Pour répondre au grand déficit en logement social, la ville de Granby appuie présentement un projet ambitieux de 96 unités au centre-ville mais il faut que la volonté suive à Québec* », s'inquiète M. Luppens.

Alors que les cinq besoins prioritaires en itinérance sont évalués à environ 1,4 millions par année, le GASP demande que soit doublé le financement en itinérance au Québec pour le faire passer de 8 millions à 16 millions de dollars. « *Les services de proximité comme le travail de rue et Azimut du Partage Notre-Dame débordent actuellement ! Il faut miser davantage sur ce type d'intervention* », exprime M. Luppens.

Par ailleurs, il est temps que les organismes communautaires voient leur financement augmenter. Ces derniers s'appauvrissent au fil des ans faute d'une faible indexation qui ne parvient pas à pallier à l'augmentation de leurs dépenses. Ils demandent à juste titre d'injecter 475 millions de dollars à leur mission pour répondre aux besoins grandissants.

Avec le développement récent du jardinage urbain et d'autres initiatives de solidarité alimentaire, le GASP est également à l'affût de la première Stratégie en agriculture urbaine

du MAPAQ qui pourrait être un levier structurant pour la Haute-Yamaska. Des enveloppes doivent être attachées à cette stratégie.

Au palier fédéral, le GASP souhaite voir adopter, dans les foulées des travaux sur la stratégie fédérale de réduction de la pauvreté, une Politique globale de lutte à la pauvreté pour que les personnes en situation soient réellement considérées dans la planification gouvernementale. Selon *Dignité pour tous*, la pauvreté coûte plus de 7 milliards \$ par année¹.

L'année dernière, le GASP a salué la bonification de la Stratégie des Partenariats de Lutte à l'Itinérance (SPLI) qui a été doublée pour deux ans. Cette enveloppe soutient localement un service d'aide alimentaire à Waterloo et a permis récemment la réouverture des 10 lits d'urgence à la Maison d'hébergement Le Passant perdus sous l'ère Harper. « *Il ne faudrait pas revivre la perte de lits d'urgence comme nous avons vécu en 2015, ce serait un recul majeur dans nos services aux personnes itinérantes* », se soucie M. Luppens.

Le GASP se désole que la Haute-Yamaska n'ait vu aucune retombée de l'enveloppe de 1,4 milliards \$ prévue dans la Stratégie fédérale en logement. Pourtant, les besoins sont évalués à plus de 300 logements sociaux supplémentaires à Granby. Le fédéral doit absolument rétablir le financement pour la construction de nouvelles unités, progressivement retiré depuis 1994. Il en va de même pour la Stratégie nationale visant à réduire l'insécurité alimentaire au Canada, annoncée lors de l'élection du gouvernement Trudeau. « *M. Trudeau doit tenir sa promesse. Personne ne peut accepter que les ressources d'aide alimentaire essuient des hausses annuelles de 15 à 20% depuis plusieurs années sur notre territoire et que rien n'est fait pour y remédier* », conclut M. Luppens.

- 30 -

Nicolas Luppens

Coordonnateur

Groupe actions solutions pauvreté (GASP)

Tél: (450) 378-0990

gasphauteyamaska@gmail.com

¹ <http://www.cwp-csp.ca/wp-content/uploads/2015/02/fran%C3%A7ais.pdf>

Annexe

Résumé des attentes du GASP - Budgets provincial et fédéral 2017

Provincial

- ✓ Mettre en branle rapidement le 3^e plan de lutte à la pauvreté en prévoyant une pérennité des interventions financées
- ✓ Hausser le revenu des moins nantis de manière substantielle (aide sociale, salaire minimum)
- ✓ Investissements importants en santé, services sociaux et en éducation
- ✓ Quelques objectifs
 - ⇒ Doubler l'enveloppe en logement social coupée depuis 2 ans (de 1 500 à 3 000 unités)
 - ⇒ Doubler le financement en itinérance (de 8 à 16 millions \$)
 - ⇒ Financer adéquatement les organismes communautaires (475 millions supplémentaires)
 - ⇒ Donner des moyens suffisants à la Stratégie en agriculture urbaine du MAPAQ
- Arrêter de s'attaquer aux personnes bénéficiaires de l'aide sociale (retrait de la loi 25 – ancien projet de loi 70)
- Augmenter le revenu des moins nantis (aide sociale et salaire minimum)
- Prévoir des sommes pour lutter contre l'évasion fiscale

Fédéral

- ✓ Adopter d'une stratégie globale de réduction de la pauvreté incluant des investissements importants et à long terme
- ✓ Maintenir après mars 2018 la bonification de la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) qui a été doublée
- ✓ Rétablir le financement pour la construction de nouveaux logements sociaux
- ✓ Mettre en place une stratégie nationale visant à réduire l'insécurité alimentaire avec des moyens suffisants
- ✓ Augmenter le revenu des moins nantis par des mesures fiscales
- ✓ Prévoir des sommes pour lutter contre l'évasion fiscale